
 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction des Politiques Economiques et Internationales</p> <p>Sous-direction de l'élevage et des produits animaux</p> <p>Adresse : 3 rue Barbet de Jouy 75007 Paris</p> <p>Tél : 01.49.55.45.39 Fax : 01.49.55.86.93</p>	<p>CIRCULAIRE</p> <p>DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4033</p> <p>Date : 03 MAI 2002</p>
--	--	---

Date de mise en application : 1^{er} janvier 2002

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à

Monsieur le Préfet de la région et du département
de la Réunion

 Nombre d'annexes : 6

Objet : POSEIDOM - mesures en faveur des filières élevage de la Réunion -dispositif d'application, conditions d'exécution, procédures retenues et contrôles.

Bases juridiques

- Article 11 du Règlement (CE) n° 1452/2001 du Conseil du 28 juin 2001 modifiant la directive 72/462/CEE et abrogeant les règlements (CEE) n° 525/77 et (CEE) n° 3763/91 (Poseidom).
- Décision de la Commission des Communautés Européennes en date du 22 février 2002 portant approbation du **programme d'actions 2002 - 2006**.
- Décret n° 97-68 du 27-01-1997 modifiant le décret n° 84-356 du 11-05-1984 portant création d'un office de développement de l'économie agricole dans les départements d'Outre-mer.
- Arrêté du 11 décembre 1998 portant agrément de l'ODEADOM comme organisme payeur au sens du règlement (CEE) n°729/70 du Conseil européen du 21 avril 1970 pour certaines dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), section garantie.

Résumé

Cette circulaire définit les modalités d'application des mesures en faveur des filières élevage de la Réunion financées par l'Union Européenne dans le cadre du POSEIDOM. Ces mesures sont décrites dans un programme global quinquennal de soutien des activités de production et de commercialisation des produits locaux dans les secteurs de l'élevage et des produits laitiers à la Réunion fixant le concours financier de l'Union Européenne pour l'application de l'article 11 (CE) n° 1452/2001 du Conseil, qui a été approuvé par Décision du 22 février 2002.

Mots-clés

POSEIDOM, Réunion, interprofessions, programme quinquennal, procédures, paiements, contrôles.

Période d'application : 2002 - 2006

PLAN DE DIFFUSION	
POUR EXECUTION	POUR INFORMATION
M. le Préfet de la région et du département de la Réunion	M. le Directeur des affaires économiques, sociales et culturelles du Secrétariat d'Etat à l'Outre-mer.
M. le Directeur de l'Agriculture et de la forêt de la Réunion	M. le Directeur de l'OFIVAL
M. le Directeur de l'ODEADOM)	M. le Directeur de l'ONILAIT
	M. le Directeur de l'ACOFA

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
<u>PREFACE</u>	4
I - CHAMP D'APPLICATION	5
II - MODALITES GENERALES ET FINANCIERES	6
III - MODALITES PARTICULIERES RELATIVES A LA REALISATION DES ACTIONS	7
3.1. - FILIERES BOVINES VIANDE, LAIT ET PRODUITS LAITIERS	7
3.1.1. - Aide forfaitaire aux exploitations bovines des Hauts	7
3.1.1.a - Détermination de l'aide aux exploitations bovin viande des Hauts	7
3.1.1.b - Détermination de l'aide aux exploitations bovin lait des Hauts	9
3.1.2. - Aide forfaitaire à la collecte et à l'allotement dans les Hauts	10
3.1.2.a - Calcul du montant de l'aide à la collecte et à l'allotement des animaux dans les Hauts	11
3.1.2.b - Calcul du montant de l'aide à la collecte du lait dans les Hauts	11

3.2. - PRODUCTIONS HORS SOL	12
3.2.1. - Aide à la gestion du marché local de la viande porcine	12
3.2.2. - Aide à la transformation de la viande fraîche de porc	15
3.2.3. - Aide au transport de la volaille et des porcs de l'élevage à l'abattoir	16
3.2.4. - Aide forfaitaire à l'amélioration de la qualité des volailles	17
3.2.5. - Aide à l'amélioration de la traçabilité et de la qualité des porcs	18
3.3 - ACTIONS DE COMMUNICATION COLLECTIVES	20
3.4. - ETUDES : OBSERVATOIRE DE LA CONSOMMATION LOCALE	21
3.5. - ANIMATION ET GESTION DES PROGRAMMES	21
 IV - PROCEDURES	 23
 V - PAIEMENT ET REVERSEMENT DES AIDES	 23
 VI - CONTROLES	 25

PREFACE :

L'article 11 du règlement (CE) n° 1452/2001 du Conseil du 28 juin 2001 dispose que, pendant la période 2001 à 2006, une aide est octroyée pour la réalisation de programmes globaux de soutien des activités de production et de commercialisation des produits locaux dans les secteurs de l'élevage et des produits laitiers dans le département de la Réunion.

Un projet de programme d'actions 2002 - 2006 été présenté à la Commission pour le compte des deux organisations interprofessionnelles ARIBEV et ARIV.

L'ARIBEV (Association réunionnaise interprofessionnelle du bétail, de la viande et du lait) couvre le secteur des viandes bovines, porcines et de la production laitière, tandis que l'ARIV (Association réunionnaise interprofessionnelle de la volaille) couvre uniquement le secteur des volailles.

La décision de la Commission des Communautés Européennes en date du 22 février 2002 porte approbation de ce programme. Elle fixe le concours financier de la Communauté à un montant maximum de 33 630 000 Euros.

La présente circulaire a pour objet de préciser :

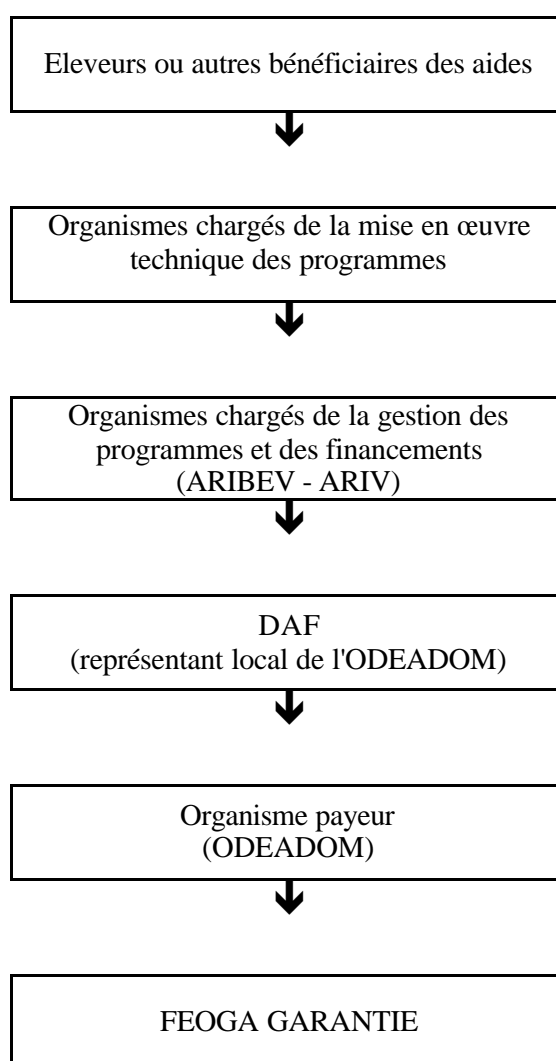
- le champ d'application
- les modalités générales et financières,
- les modalités particulières relatives à la réalisation des actions,
- les procédures de suivi des actions par les autorités compétentes,
- le paiement et le reversement des aides,
- les contrôles.

I - CHAMP D'APPLICATION

L'ARIBEV et l'ARIV sont chargées de gérer l'ensemble des actions bénéficiant d'aides de l'Union européenne. Les bénéficiaires finaux des aides, producteurs, organisations de producteurs, entreprises ou interprofessions, doivent respecter les obligations définies soit dans des cahiers des charges, soit dans des règlements internes, soit dans des conventions spécifiques.

Pour certaines actions (l'aide forfaitaire aux exploitations des Hauts, en bovins viande et en bovins lait, l'aide à l'amélioration de la qualité des volailles) les producteurs souscrivent des engagements vis-à-vis des interprofessions ARIBEV et ARIV, mais aussi vis-à-vis des organismes de production ou de collecte auxquels ils adhèrent, ou avec lesquels ils sont engagés contractuellement.

L'ARIBEV et l'ARIV se trouvent en relation directe ou indirecte avec différents intervenants ou organismes publics dans le circuit de financement. Les positions de chacun sont précisées dans le schéma ci-dessous :



L'aide est payée par l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer - ODEADOM - tel que le prévoit le décret 97-68 du 27 janvier 1997 étendant les compétences de l'office pour la gestion des aides spécifiques POSEIDOM ainsi que l'arrêté d'agrément du 11 décembre 1998 y afférent.

II - MODALITES GENERALES ET FINANCIERES

Les enveloppes financières allouées à chacune des deux interprofessions s'élèvent respectivement à :

- 27 120 000 Euros pour les filières bovins viande, bovins lait et porcine gérées par l'ARIBEV, comprenant l'animation et la gestion du programme ARIV pour 350 000 Euros.
- 6 510 000 Euros pour la filière volailles gérée par l'ARIV.

Le tableau récapitulatif joint en annexe II détaille les enveloppes allouées annuellement à chacune des actions.

La répartition de ces enveloppes peut être modifiée en cours d'année, à l'initiative de l'ARIBEV et/ou de l'ARIV, en fonction des réalisations constatées et selon les principes suivants :

- à l'intérieur des sous-programmes ruminants (3.1), hors sol (3.2), actions horizontales (3.3, 3.4, 3.5), l'allocation financière pour une action peut être redéployée sur une ou plusieurs autres actions dans la limite de 20 % de son montant initial, sauf pour le secteur porcin où cette limite est fixée à 50%.
- entre sous-programmes, l'allocation financière pour un sous-programme peut être redéployée sur les autres sous-programmes dans la limite de 20 % de son montant initial.

Un état de redéploiement des enveloppes financières est alors établi par l'ARIBEV et/ou l'ARIV dans un tableau rectificatif, à adresser au plus tard le 31 décembre de l'année d'exécution du programme en cours, au directeur de l'agriculture et de la forêt, pour visa. Ce tableau est transmis à l'ODEADOM dans les meilleurs délais, et avant le 31 janvier de l'année suivante.

Les modalités de paiement et de reversement des aides sont traitées au chapitre V. Les modalités de versement par acomptes calculés et régularisation au solde sont précisées au niveau de la description de la mesure à chaque fois qu'elles reposent sur des règles de calcul non décrites au chapitre V.

Pour l'application de l'article 2 de la décision, un rapport d'exécution annuel, rédigé par les interprofessions, doit être déposé à la direction de l'agriculture et de la forêt au plus tard le 25 mars qui suit la fin de chaque année d'exécution du programme. Après vérification, il est visé et transmis par la DAF à l'ODEADOM au plus tard le 10 avril de la même année pour un envoi à la Commission européenne avant le 1^{er} mai.

III - MODALITES PARTICULIERES RELATIVES A LA REALISATION DES ACTIONS

3.1. - FILIERES BOVINES VIANDE, LAIT ET PRODUITS LAITIERS

3.1.1. - Aide forfaitaire aux exploitations bovines des Hauts

Objectif :

- Maintenir et développer une activité d'élevage bovin dans les Hauts de l'île [zone délimitée en "territoire rural de développement prioritaire (TRDP)" et définie par le décret n° 94-1139 du 26 décembre 1994] valorisant les surfaces fourragères et permettant d'améliorer l'autoapprovisionnement du marché intérieur réunionnais en produits locaux.
- Promouvoir le développement d'exploitations de type familial, économiquement viables à moyen terme, respectant leur environnement et participant à l'aménagement du territoire (maintien des populations et développement de l'emploi).

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire de soutien aux exploitations de type familial implantées dans les Hauts de l'île, modulable en fonction de leur taille et des facteurs d'amélioration qualitative de la production mise en œuvre. Elle vise à réduire les surcoûts liés à l'élevage bovin dans les Hauts.

Un cahier des charges spécifique au secteur bovin viande précise les engagements des producteurs bénéficiaires de cette aide. Ceux-ci doivent en particulier être adhérents d'un groupement de producteurs reconnu pour le secteur de la viande bovine (SICAREVIA), ou être engagés contractuellement avec un organisme de collecte ayant la qualité de « laiterie » au sens du règlement CE n°315/96 du 21/02/1996 (SICALAIT). Ils doivent également livrer la totalité de leur production à l'une ou l'autre de ces organisations économiques et respecter les règles et les plannings de livraison de chacune d'elles. Chaque producteur est tenu de souscrire à ce cahier des charges, vis-à-vis de l'ARIBEV.

Calcul du montant de l'aide forfaitaire de soutien :

Principes généraux :

- Le montant prévisionnel de l'aide forfaitaire de soutien est établi à partir des caractéristiques de l'exploitation au 1er janvier et selon le barème joint au cahier des charges. Son montant final est calculé à partir des caractéristiques au 31 décembre de cette même année.

3.1.1.a - Détermination de l'aide aux exploitations bovin viande des Hauts :

- L'aide forfaitaire annuelle à l'exploitation "M" comprend :
 - d'une part, une aide de base égale au produit de la valeur du point (v), fixée par le président de l'ARIBEV, sur avis du comité de gestion compétent (FODEBO) et après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, sur la

base du besoin déterminé par le revenu d'objectif de l'élevage de référence, par le total du nombre de points « qualité » (T) attribués à l'exploitation ;

- d'autre part, une aide supplémentaire à l'amélioration génétique égale au nombre de génisse (n) acquises en remplacement de vaches réformées ou décédées pour les cheptels de valeur génétique médiocre, par un montant forfaitaire de 915 €par animal.

$$M = (T \times v) + (915 \text{ €} \times n)$$

Le total de points T pour une exploitation donnée correspond au produit de la note qualitative (Q) par le coefficient de taille (Ct), par le nombre de vaches en production (N) et par l'indice de performance (Ip).

$$T = Q \times Ct \times N \times Ip$$

Les valeurs des paramètres Q, Ct et Ip sont déterminées d'après les barèmes de l'ARIBEV établis dans le règlement de l'aide aux exploitations bovines des Hauts joint en annexe III.

Modalités de versement de l'aide forfaitaire

- Des acomptes peuvent être versés dans la limite du montant prévisionnel de l'aide. Ces acomptes portent sur un pourcentage de l'aide forfaitaire établie sur la base des valeurs des paramètres constatés sur la période concernée :
- ils sont établis, hors complément génétique, en fonction de la productivité effective de l'exploitation telle qu'elle est constatée à la date du versement de l'acompte ;
- la somme des acomptes versés par l'ARIBEV est limitée au montant prévisionnel total des aides aux exploitations, calculée initialement pour l'ensemble des producteurs bénéficiaires, tel que décrit ci-dessus (5^{ème} alinéa du sous-chapitre 3.1.1).
- Une régularisation pour solde est effectuée en fin d'exercice sur la base du calcul de l'aide forfaitaire à partir des caractéristiques de l'exploitation au 31 décembre et selon le barème joint au cahier des charges (Annexe II).

Justificatifs à fournir à l'office:

- Pour les acomptes

- états récapitulatifs établis par l'ARIBEV, reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de détermination de l'aide forfaitaire calculée au 1er janvier. Ces états successifs font figurer tous les producteurs dans un ordre et sous une identification constants, et indiquent la valeur et taux du point (v) fixés périodiquement par le président de l'ARIBEV avec accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, sur proposition du comité de gestion compétent (FODEBO).

- Pour la régularisation :

- Etat récapitulatif identique à celui des acomptes reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres retenus au 31 décembre pour le calcul de l'aide forfaitaire, mentionnant la valeur finale du point (v) validée par le président de l'ARIBEV avec accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, sur proposition du comité de gestion compétent (FODEBO).

- Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée.

Les états récapitulatifs demandés pour les acomptes et la régularisation sont signés par le président de l'ARIBEV, le président de l'organisation des producteurs (SICAREVIA) et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- dossier individuel comprenant les différents justificatifs aux notes attribuées, les factures d'achat d'animaux, ainsi que le cahier des charges signé par le producteur,
- registre d'étable.
- liste générique des reproducteurs agréés par la commission d'agrément.

3.1.1.b - Détermination de l'aide aux exploitations bovines lait des Hauts :

- Principes généraux :

Le montant prévisionnel de l'aide forfaitaire annuelle est établi à partir des caractéristiques de l'exploitation au 1er janvier et selon le barème joint au cahier des charges.

- Détermination de l'aide :

L'aide forfaitaire annuelle "A" est égale au produit d'une note qualitative (Q), par deux coefficients multiplicateurs (coefficient de taille de l'exploitation : Ct et indice de performance : Ip) et par la valeur du point (V) qui est fixée périodiquement :

$A = Q \times Ct \times Ip \times V$

Les valeurs des paramètres Q, CT et Ip sont fixées d'après les barèmes de l'ARIBEV établis dans le règlement de l'aide aux exploitations bovines des Hauts joint en annexe III.

Le président de l'ARIBEV fixe périodiquement la valeur du point V qui est soumise à l'approbation du comité de gestion compétent (FODELAIT) et à l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt.

Modalités de versement de l'aide :

- Des acomptes peuvent être versés dans la limite du montant initial de l'aide. Ces acomptes portent sur 50 % de l'aide forfaitaire établie sur la base des valeurs des paramètres constatées sur la période concernée.
- Une régularisation est effectuée en fin d'exercice sur la base du calcul de l'aide forfaitaire à partir des caractéristiques de l'exploitation au 31 décembre établis dans le règlement de l'aide aux exploitations bovines de Hauts joint en annexe IV.

Justificatifs à fournir à l'office :

- Pour les acomptes :
 - Etats récapitulatifs établis par l'ARIBEV, reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de l'aide forfaitaire calculée au 1er janvier. Ces états successifs font figurer tous les producteurs dans un ordre et sous une identification constants et indiquent la valeur du point (V) fixée périodiquement par le président de l'ARIBEV, avec accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, sur proposition du comité de gestion compétent (FODELAIT).
- Pour la régularisation :
 - Etat récapitulatif identique à celui des acomptes reprenant pour chaque producteur bénéficiaire les valeurs des différents paramètres retenus pour le calcul de l'aide forfaitaire au 31 décembre.
 - Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée.

Les états récapitulatifs demandés pour les acomptes et la régularisation sont signés par le président de l'ARIBEV, le président de l'organisation des producteurs (SICALAIT), et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- liste des éleveurs,
- dossier individuel comprenant les différents justificatifs aux notes attribuées ainsi que le cahier des charge signé par le producteur,
- registre d'étable.

3.1.2. - Aide forfaitaire à la collecte et à l'allotement dans les Hauts

Objectif :

Abaisser la charge financière de l'organisme collecteur (SICAREVIA) des bovins ainsi que de l'allotement dans les Bas de l'île d'animaux à engraisser

provenant de la zone des Hauts (zone délimité par le décret n° 94-1139 du 26 décembre 1994).

Abaissier la charge financière de l'organisme collecteur du lait (SICALAIT) pour les collectes situées dans les Hauts (zone délimité par le décret n° 94-1139 du 26 décembre 1994).

Contenu synthétique :

Prise en charge d'une partie des coûts de la collecte et de l'allotement en fonction des animaux effectivement collectés dans les Hauts et allotés dans les Bas. L'ARIBEV établit, dans un règlement interne, les prescriptions techniques et sanitaires relatives au bon déroulement des opérations de collecte et d'allotement.

Prise en charge d'une partie des coûts de la collecte laitière sous la forme d'une aide forfaitaire, fonction du nombre de points de collecte du lait et de la fréquence de cette collecte. L'ARIBEV établit dans un règlement interne les prescriptions techniques et sanitaires relatives au bon déroulement des opérations de collecte du lait.

3.1.2.a - Calcul du montant de l'aide à la collecte et à l'allotement des bovins dans les Hauts :

Sur proposition du comité de gestion compétent (FODEBO), et après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, le président de l'ARIBEV fixe le montant de l'aide forfaitaire par bovin collecté et le montant de l'aide forfaitaire par bovin alloté.

Justificatifs à fournir à l'office :

- état récapitulatif détaillé des bovins collectés et des bovins allotés, établi selon un ordre chronologique mentionnant les numéros des factures sur lesquelles figurent les numéros DAB des animaux, signé par le président de l'ARIBEV, le président de l'organisation des producteurs (SICAREVIA), et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- registres d'étables des éleveurs,
- registre du centre d'allotement,
- bons de prise en charge portant mention des numéros DAB des animaux, états nominatifs des collectes.

3.1.2.b - Calcul du montant de l'aide à la collecte du lait dans les Hauts :

Sur proposition du comité de gestion compétent (FODELAIT), et après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, le président de l'ARIBEV fixe, par point de collecte, le montant de l'aide forfaitaire correspondant à la prise en charge d'une partie des coûts de la collecte.

Un point de collecte est défini comme le passage d'un camion de ramassage du lait en un lieu géographique donné, où se trouve stocké le lait produit dans l'intervalle de temps écoulé depuis le passage précédent, par une ou plusieurs exploitations. Sa valeur unitaire est fonction de la capacité nominale du

refroidisseur à lait dont il est équipé, selon le barème de l'ARIBEV établi dans le règlement de l'aide à la collecte laitière dans les Hauts de l'île de la Réunion joint en annexe II.

Justificatifs à fournir à l'office:

Etat récapitulatif détaillé établi par l'ARIBEV et signé par son président, le président de l'organisation des producteurs (SICALAIT), et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- Registre d'étable de l'éleveur,
- Etat récapitulatif des passages aux points de collecte.

3.2. - PRODUCTIONS HORS SOL

3.2.1. - Aide à la gestion du marché local de la viande porcine

Objectif :

Meilleure maîtrise de l'approvisionnement du marché local en viandes de porc en raison d'un cycle de production très court qui déstabilise l'équilibre entre l'offre et la demande.

Contenu synthétique :

Trois principes de base, qui sont définis dans le règlement d'intervention de l'ARIBEV, déterminent le déclenchement et la réalisation d'une opération :

1er principe : en cas de surproduction ou de sous-production constatée selon les conditions fixées dans le règlement inséré en annexe III, la mise en œuvre de l'action de régulation du marché est décidée par le président de l'ARIBEV après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt et sur proposition du comité de gestion compétent (CORMAP).

En cas de surproduction, les dernières opérations de retrait des produits ne peuvent se prolonger au delà du 31 décembre de l'année en cours.

Les opérations de dégagement des produits, qui génèrent le calcul de l'aide, peuvent intervenir au-delà de l'année du retrait, sans toutefois excéder le premier trimestre de l'année suivante.

2ème principe : l'opération consiste

a) en cas du surproduction :

- à prendre en charge et subventionner tout ou partie des frais de conditionnement, congélation s'il y a lieu, stockage et livraison des pièces de viande de porc retirées du marché,
- à subventionner le dégagement de ces produits, en frais ou congelés, en dehors du marché local de la viande fraîche.

L'aide intègre ces deux points et intervient une seule fois lors du dégagement des produits.

b) en cas de sous-production :

- à prendre en charge et subventionner partiellement les coûts de fret et transit de viandes fraîches importées.

3ème principe : chaque opération doit faire l'objet d'une convention entre l'ARIBEV et l'organisme agréé pour le conditionnement, la congélation, le stockage et la commercialisation ou, le cas échéant, l'importation des viandes fraîches. L'ARIBEV agréée les offres et désigne les acheteurs au titre des quantités subventionnées.

Calcul du montant de l'aide :

1) en cas de surproduction

Elle se décompose en deux parties a et b :

- a - Prise en charge des frais de conditionnement, congélation, stockage, livraison et commercialisation.

Sur proposition du comité de gestion compétent (CORMAP) et après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, le président de l'ARIBEV fixe les montants forfaitaires des aides correspondant à ces prestations.

Ce montant est limité aux coûts de référence arrêtés par l'ARIBEV sur la base des observations effectuées chez des opérateurs locaux qui pratiquent des prestations similaires.

En tout état de cause, ce montant ne peut dépasser le coût réel de la prestation.

- b - Prise en charge de la différence entre les coûts d'achat et les prix de vente des pièces stockées.

Les coûts d'achat de chaque type de pièce résultent de l'éclatement, en valeur pondérée, du prix d'achat moyen de la carcasse type utilisée pour l'opération.

Pour les prix de vente, le président de l'ARIBEV, sur proposition du comité de gestion compétent (CORMAP), arrête les tarifs de chaque type de pièce, par référence à la meilleure offre et selon les dispositions prévues à la convention mentionnée ci-dessus. Il en informe le directeur de l'agriculture et de la forêt.

2) en cas de sous-production :

Prise en charge d'au maximum 80 % du différentiel entre le prix de structure du kg de carcasse de viande fraîche produite localement et le prix de référence du kg importé rendu chez l'opérateur constaté au démarrage de chaque opération.

Les prix de structure et de référence sont décrits au règlement d'intervention de l'ARIBEV en faveur de l'action «gestion du marché local du porc » joint en annexe III.

La mise en œuvre de l'opération d'importation est décidée par le président de l'ARIBEV qui fixe le taux de prise en charge du coût du fret et transit dans la limite du plafond décrit ci-dessus, sur proposition de la CORMAP et après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt. Celui-ci est tenu informé du déroulement des opérations d'importation décidées dans ce cadre.

Justificatifs à fournir à l'office :

a) en cas de surproduction :

- Décision du président de l'ARIBEV avec accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, relative au déclenchement de l'opération de retrait, indiquant le montant forfaitaire de l'aide au conditionnement, stockage, congélation et livraison.
- Décision du président de l'ARIBEV concernant la fixation des coûts d'achat et des tarifs de vente.
- Convention passée entre l'ARIBEV et l'organisme agréé,
- Etat des tonnages de viandes dégagés hors du marché local de la viande fraîche, éventuellement congelés et stockés, par opération de régulation clôturée, mentionnant les catégories de pièces de viande, les dates de retrait du marché, les numéros de factures de référence et les montants d'aides par types de pièces. Ce tableau est signé par le président de l'ARIBEV et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Factures d'achats de viande ou leurs copies attestées conformes par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- En cas de poursuite d'opération de l'année précédente :
 - attestation du président de l'ARIBEV vérifiée et visée par le directeur de l'agriculture et de la forêt, confirmant que la demande correspond à la vente de pièces stockées l'année précédente.
 - copie des décisions (retrait, prix de vente) et conventions, relatives au lancement des opérations sur l'année précédente

b) en cas de sous-production :

- Décision du président de l'ARIBEV avec accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, relative au déclenchement de l'opération indiquant le taux de prise en charge de l'importation de viandes fraîches.

- Etat des tonnages importés par opération de régulation clôturée.
- Etat des tonnages de viandes importées en frais par opération de régulation clôturée mentionnant les catégories de pièces de viande, les dates d'achat, les numéros de factures de référence et les montants d'aides. Ce tableau est signé par le président de l'ARIBEV et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Etat récapitulatif des factures d'achat de viande vérifié et visé par le directeur de l'agriculture et de la forêt, et copies des factures acquittées, portant mention des modalités de paiement, attestées conformes par le président de l'ARIBEV.

3.2.2. - Aide à la transformation de viande fraîche de porc

Objectif :

Valorisation d'une gamme de "produits élaborés pays" de qualité supérieure identifiée et produite à partir de viande locale fraîche.

Contenu synthétique :

Prise en charge d'une partie du surcoût résultant de l'approvisionnement en viande locale fraîche pour fabriquer un produit de qualité répondant au cahier des charges "produit élaboré pays" joint en annexe IV, dans la limite des enveloppes financières annuelles déterminées comme il est dit au point II ci-dessus.

Ce cahier des charges fixe, en outre, les obligations de l'entreprise transformatrice.

Calcul du montant de l'aide :

Sur proposition du comité de gestion compétent (CORMAP) et après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, le président de l'ARIBEV fixe le montant de l'aide à la tonne de viande locale fraîche, qui prend en compte une partie du surcoût.

Justificatifs à fournir à l'office :

- Montant de l'aide forfaitaire fixée par le président de l'ARIBEV, avec accord du directeur de l'agriculture et de la forêt.
- Etat récapitulatif des factures de viandes livrées à l'entreprise transformatrice et transformées selon le cahier des charges "produits élaborés pays" comprenant :
 - le numéro de facture du fournisseur,
 - le tonnage,
 - le nom de l'entreprise transformatrice,
 - le montant de l'aide au kg de viande,
 - le montant total par fournisseur
 - le montant global demandé pour l'ensemble des fournisseurs.

Cet état est signé par le président de l'ARIBEV, le président de l'organisation des producteurs (CPPR) et le président de l'entreprise de transformation agréée (SICA Viande Pays), et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- Cahier des charges "charcuterie pays",
- Factures des viandes transformées selon le cahier des charges,
- Comptabilité matière des entreprises de transformation,
- Résultats des contrôles de la DDCCRF - DAF.

3.2.3. - Aide au transport des volailles et des porcs de l'élevage à l'abattoir

Objectif :

Abaissier la charge financière des organismes collecteurs des porcs (CPPR) dans les Hauts de l'île (zone délimitée TRDP selon décret n° 94-1139 du 26/12/94) et du transport des volailles des élevages vers les abattoirs.

Contenu synthétique :

Prise en charge d'une partie des coûts du transport sous la forme d'une aide forfaitaire par tonne de poids vif collectée.

Calcul du montant de l'aide :

Sur proposition des comités de gestion compétents (CORMAP pour le porc et FODAVI pour la volaille), et après accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, les présidents, de l'ARIBEV pour le porc, et de l'ARIV pour la volaille, fixent le montant de chacune des aides.

Justificatifs à fournir à l'office :

- Tableau récapitulatif des tonnages transportés dans les zones concernées des différents élevages vers l'abattoir et comprenant les colonnes suivantes :

- nom de l'éleveur,
- poids vif, obtenu par l'application aux poids carcasses d'un coefficient fixé et actualisé annuellement par la DAF.

Ce tableau est signé par le président de l'ARIBEV, le président de l'organisation des producteurs (CPPR), et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

- Etat récapitulatif des tonnages de volailles collectées ou livrées, établi par abattoir, signé par le président de l'ARIV et le président de l'organisation des producteurs (FEVOR), et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- Bons d'enlèvements ou de livraisons,
- Factures d'apports des éleveurs.
- Etats récapitulatifs détaillés des livraisons.

3.2.4. - Aide forfaitaire aux exploitations de volailles

Objectif :

Baisser progressivement le prix de vente du poulet standard au consommateur, afin de réduire l'écart de prix existant actuellement entre la production locale et les produits importés, et de permettre un transfert partiel de consommation du poulet congelé importé vers le poulet frais local. Ce transfert s'appuie également sur l'apport de garanties nouvelles sur la qualité des produits, et sur le développement de nouveaux signes de qualité.

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire destinée à permettre le maintien du revenu des aviculteurs producteurs de poulet standard, dans un contexte de baisse des prix, de hausse de la qualité et de rationalisation croissante des élevages.

Calcul du montant de l'aide :

- Principes généraux :

Le montant de l'aide forfaitaire annuelle est calculé à partir des caractéristiques de l'exploitation et modulée selon les volets décrits au règlement de l'aide forfaitaire à l'adaptation de la production de poulet standard aux besoins du marché, joint en annexe V.

- Détermination de l'aide :

L'aide forfaitaire annuelle (M) est égale au produit d'une note de qualité (Q) par trois coefficients multiplicateurs : un coefficient de taille de l'exploitation (Ct), le tonnage produit livré par celle-ci à l'abattoir agréé par l'ARIV (Tp), et la valeur du point qualité (V).

$M = Q \times Ct \times Tp \times V$

Les valeurs des paramètres Q et Ct sont fixées d'après les barèmes de l'ARIV joints au cahier des charges.

Sur proposition du FODAVI, et avec l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, le président de l'ARIV fixe la valeur du point qualité V.

Modalités de versement de l'aide :

- un montant d'acompte forfaitaire à la tonne de volaille livrée, est fixé en début d'année par le président de l'ARIV avec l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt et sur proposition du comité de gestion compétent (FODAVI). Des acomptes sont versés périodiquement aux éleveurs au vu des quantités livrées, dans la limite d'un montant forfaitaire annuel, tel qu'il est dit aux principes généraux ci-dessus.

- l'aide forfaitaire définitive est calculée en fin d'exercice sur la base des caractéristiques de l'exploitation constatées au cours de l'année. Elle est

payée, déduction faite des acomptes versés au cours de la période d'application (cf. le mode de calcul de l'aide en annexe V).

Justificatif à fournir à l'office :

- Pour les acomptes

- Lors du premier acompte, liste des éleveurs ayant souscrit au cahier des charges.
- Les états récapitulatifs des tonnages de volailles livrés, établis par les abattoirs, signés par le président de l'ARIV, le président de l'organisation des producteurs (FEVOR), vérifiés et visés par le directeur de l'agriculture et de la forêt, et faisant figurer la valeur du point V décidée par le président de l'ARIV sur proposition du FODAVI.

- Pour la régularisation :

- Surface totale en m² de bâtiments avicoles exploités par aviculteur et nombre d'Unités de Travail Année qui y travaillent, ces deux chiffres permettant de calculer le coefficient Ct.
- Etat récapitulatif de l'ensemble des livreurs reprenant pour chaque bénéficiaire les valeurs des différents paramètres retenus pour le calcul de l'aide forfaitaire au 31 Décembre.
- Etat récapitulatif par producteur de la production annuelle commercialisée. Décision du président de l'ARIV relative à la valeur du point V, sur proposition du FODAVI avec l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt. Ces états récapitulatifs sont signés par le président de l'ARIV, le président de l'organisation de producteur (FEVOR), et validés par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- Dossier individuel comprenant les différents justificatifs aux notes attribuées ainsi que le cahier des charges signé par le producteur
- Etat des paiements effectués par les abattoirs aux éleveurs.
- Factures d'apports des producteurs.

3.2.5 - Aide forfaitaire aux élevages porcins

Objectif :

Inciter les éleveurs à mettre en œuvre les conduites permettant d'améliorer la sécurité sanitaire, la productivité et la gestion de l'offre.

Contenu synthétique :

Aide forfaitaire aux exploitations adhérant à un groupement de producteurs reconnu, et ayant souscrit au cahier des charges de la démarche sécurité sanitaire et contribution à la régulation du stock en élevages porcins joint en annexe VI.

Calcul du montant de l'aide :

Principes généraux :

le montant de l'aide forfaitaire de base est calculé à partir des caractéristiques de l'exploitation selon le barème figurant au règlement d'intervention de l'ARIBEV au titre de l'aide à la professionnalisation des élevages, la sécurité sanitaire et la contribution à la régularisation du stock en élevage porcin (annexe VI).

Détermination de l'aide :

L'aide forfaitaire annuelle «M» est égale au produit d'une note globale (Q) par deux coefficients multiplicateurs, le coefficient de taille (Ct) et la valeur du point (V).

$$M = Q \times Ct \times V$$

Les valeurs des paramètres Q et Ct sont fixées d'après les barèmes de l'ARIBEV figurant au règlement d'intervention.

Sur proposition du comité de gestion compétent (CORMAP), le président de l'ARIBEV fixe les valeurs du point V avec l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs à fournir à l'office :

- états récapitulatifs établis par l'ARIBEV, reprenant pour chaque exploitation bénéficiaire les valeurs des différents paramètres de l'aide forfaitaire.
- décision du président de l'ARIBEV fixant la valeur du point (V) sur proposition du comité de gestion compétent (CORMAP), avec l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt.
- état récapitulatif pour les producteurs concernés, de la production annuelle commercialisée.

Ces états récapitulatifs sont signés par le président de l'ARIBEV, le président de l'organisation des producteurs (CPPR), et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

Justificatifs disponibles sur place :

- liste des éleveurs
- dossiers individuels comprenant les différents justificatifs aux notes attribuées ainsi que les cahiers des charges signés par les producteurs.

3.3. - ACTIONS DE COMMUNICATION COLLECTIVES

Objectif :

Valoriser les productions locales de qualité (viande, lait frais, charcuterie, fromage, etc...) auprès des consommateurs locaux ainsi que des opérateurs de la distribution. Soutenir la consommation de produits frais ou transformés à partir de matières premières locales face à la concurrence des produits importés sous forme congelée ou autre.

Contenu synthétique :

Campagnes de communication auprès du grand public ainsi que sur les lieux de distribution.

L'ARIBEV et l'ARIV utilisent, pour chaque campagne publi-promotionnelle, un contrat type.

Calcul du montant de l'aide :

Les présidents des interprofessions fixent, dans la limite du coût réel hors taxes de chaque opération et des enveloppes financières annuelles déterminées comme il est dit au point II ci-dessus, et avec l'accord du directeur de l'agriculture et de la forêt, les actions éligibles et les montants qui leurs sont affectés par contrat avec chaque opérateur.

Justificatifs à fournir à l'office :

- contrats passés ou copies attestées conformes par le directeur de l'agriculture et de la forêt pour chaque campagne publi-promotionnelle ;
- montant de l'aide fixée par le président de l'ARIBEV ou de l'ARIV avec accord du directeur de l'agriculture et de la forêt ;
- état récapitulatif des factures vérifié et visé par le directeur de l'agriculture et de la forêt et copies des factures correspondant à chaque contrat, acquittées, portant mention des modalités de paiements, attestées conformes par le président de l'ARIBEV ou de l'ARIV.

3.4. - ETUDES : OBSERVATOIRE DE LA CONSOMMATION LOCALE

Objectif :

Etudier les transferts de consommation, améliorer l'image de marque des produits locaux et suivre l'évolution de la demande dans un cadre interactif des différentes filières.

Contenu synthétique :

Etudes de marché et suivis de panels de consommateurs afin de déterminer les évolutions des consommations et les moyens à mettre en œuvre pour une gestion concertée des différentes filières et limiter les effets de dispositifs promotionnels concurrents.

Calcul du montant de l'aide :

Le montant de l'aide forfaitaire est fixé dans la limite du coût réel hors taxes des études incluant le suivi des panels de consommateurs, et des enveloppes financières annuelles déterminées comme il est dit au point II ci-dessus.

Justificatifs à fournir à l'office :

- contrats d'étude ou copies attestées conformes par le directeur de l'agriculture et de la forêt,
- état récapitulatif des factures vérifié et visé par le directeur de l'agriculture et de la forêt, et copies des factures des organismes compétents, acquittées, portant mention des modalités de paiement, attestées conformes par le président de l'ARIBEV ou de l'ARIV.
- rapports d'études de marché.

3.5. - ANIMATION ET GESTION DES PROGRAMMES

Missions de l'ARIBEV et de l'ARIV

L'ARIBEV et l'ARIV sont chargés d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer le programme global de soutien.

Pour l'exécution de ses missions, l'ARIBEV arrête un budget relatif à la gestion du programme pour son compte propre et celui de l'ARIV.

L'ARIV qui ne dispose pas de moyens logistiques propres, confie la gestion des opérations susmentionnées à l'ARIBEV. Une convention fixe les droits et obligations de chaque partie.

Calcul du montant de l'aide :

Conformément aux possibilités du programme, l'ARIBEV perçoit, dans la limite des montants prévus, une aide calculée sur la base de ses charges telles que figurant au plan comptable général et limitées au niveau du budget arrêté pour la gestion du programme:

- achats de “ consommables ” hors variations des stocks (sous classe 60),
- services extérieurs (sous classe 61),
- autres services extérieurs (sous classe 62),
- charges de personnel (sous classe 64),
- charges financières (sous classe 66),
- amortissements sur immobilisations au prorata du temps passé à la gestion des programmes (sous classe 68),

Des acomptes périodiques peuvent être alloués dans la limite de 70 % du montant global de ce budget.

Justificatifs à fournir à l'office:

- *pour les acomptes:*

➤ Avec la première demande,

- le budget prévisionnel relatif à l'animation et à la gestion du programme, signé du Président de l'ARIBEV et visé par le directeur de l'agriculture et de la forêt ;

- la convention autorisant l'ARIBEV à percevoir la subvention relative à l'ARIV.

➤ Etat des montants de charges relatives à la gestion du programme sur la période considérée, signés du président de l'ARIBEV et validés par le directeur de l'agriculture et de la forêt.

• *pour le solde :*

➤ Etat récapitulatif des charges relatives à l'animation et à la gestion du programme sur l'exercice considéré, faisant apparaître les montants des comptes mentionnés en 3.3.3, 2^{ème} alinéa, signé du président de l'ARIBEV et validé par le directeur de l'agriculture et de la forêt, accompagné d'un certificat de conformité délivré par le commissaire aux comptes de l'ARIBEV.

➤ Un budget annuel de réalisation relatif à la gestion des aides européennes, faisant notamment apparaître les montants annuels des comptes mentionnés au chapitre 3.3.3, certifié conforme à la comptabilité par le commissaire aux comptes de l'ARIBEV.

Justificatifs disponibles sur place:

➤ Comptes et documents comptables de l'ARIBEV et de l'ARIV.

IV - PROCEDURES

L'ARIBEV et l'ARIV sont tenues, avant d'établir les justificatifs prévus au chapitre III, de s'assurer du respect des engagements souscrits par les bénéficiaires des aides, tels que définis :

- dans les cahiers des charges,
- dans les règlements internes,
- dans les conventions spécifiques.

A ce titre, les bénéficiaires s'engagent à conserver pendant une durée d'au moins 4 ans toutes les pièces justificatives nécessaires.

V - PAIEMENT ET REVERSEMENT DES AIDES

1/ PAIEMENT

a) L'ODEADOM verse des acomptes trimestriellement sur la base des demandes de paiement présentées par l'ARIBEV et par l'ARIV :

en cours de réalisation du programme, l'ARIBEV et l'ARIV transmettent à la direction de l'agriculture et de la forêt des demandes de paiement, accompagnées des justificatifs des dépenses effectuées, dans le mois suivant chacun des trimestres civils, soit avant les 30 avril, 31 juillet, 31 octobre de l'année en cours n, et 31 janvier de l'année suivante n + 1.

Certains justificatifs restent sur place, pour des raisons de commodité, à l'attention des organismes contrôleurs (service des contrôles de l'ODEADOM, DAF- DDCCRF - FEOGA - autres).

Le directeur de l'agriculture et de la forêt transmet, après vérification, ces dossiers complets et conformes à l'ODEADOM, dans le mois suivant leur réception ou au plus tard les 31 mai, 31 août, 30 novembre de l'année en cours n et 28 février de l'année suivante n + 1.

Le règlement des aides par l'ODEADOM intervient dans les deux mois suivant la date de réception des dossiers conformes, attestée par un accusé de réception.

b) Les actions éligibles doivent être engagées avant le 31 décembre de l'année n.

c) Le rapport d'exécution annuel prévu au II ci-dessus est transmis, par la direction de l'agriculture et de la forêt, à l'ODEADOM, au plus tard, le 10 avril de l'année n + 1.

d) Le solde de l'aide est versé aux interprofessions au vu des rapports d'exécution, selon les modalités suivantes :

L'ARIBEV et l'ARIV transmettent à la direction de l'agriculture et de la forêt la demande de paiement du solde, accompagnée des justificatifs des dépenses effectuées avant le 30 avril de l'année $n + 1$.

En cas d'impossibilité, dûment justifiée de respecter cette échéance, L'ARIBEV et l'ARIV en demande le report, avant celle-ci, au directeur de l'ODEADOM, qui peut l'accepter sans toutefois que la nouvelle échéance dépasse le 31 mai de l'année $n + 1$.

Le Directeur de l'agriculture et de la forêt transmet, après vérification, ces dossiers complets et conformes à l'ODEADOM, avant le 30 juin de l'année $n + 1$ (15 juillet au plus tard en cas de report de l'échéance).

Le règlement du solde par l'ODEADOM intervient dans les trois mois suivant la réception des dossiers conformes, et au plus tard le 15 septembre de l'année $n + 1$, soit un mois avant la date de clôture de l'exercice comptable du FEOGA.

En cas de demandes d'aides non parvenues à la direction de l'agriculture et de la forêt dans les délais impartis, l'ODEADOM ne pourra pas garantir leur paiement dans les délais attendus.

- e) L'ARIBEV est tenu d'inscrire en comptabilité, sur les comptes séparés des fonds de soutien (FODEBO pour la filière viande bovine, FODELAIT pour la filière lait, CORMAP pour la filière porcine) les aides reçues et destinées à être reversées, soit aux maîtres d'œuvres secondaires, soit à d'autres bénéficiaires finaux.

Pour ce faire, l'ODEADOM précise avec chaque notification de paiement, les imputations par action.

- f) L'ARIV est tenue aux mêmes obligations sur le fonds FODAVI pour la filière volaille.

2/ REVERSEMENT DES AIDES PAR L'ARIBEV ET L'ARIV

L'ARIBEV et l'ARIV sont tenues de reverser dans les meilleurs délais, les aides revenant aux maîtres d'œuvres secondaires et aux bénéficiaires finaux, et au plus tard dans un délai maximum de deux mois après réception des sommes payées par l'ODEADOM.

Les interprofessions ou les maîtres d'œuvre secondaires qui ont consenti un préfinancement de ces aides aux bénéficiaires, peuvent bénéficier de la part de ces derniers de cessions de créances leur permettant de récupérer ces préfinancements.

3/ INFORMATION

L'ODEADOM communique au directeur de l'agriculture et de la forêt le montant et les dates des versements ainsi que les réfections éventuellement faites avec leur justification.

VI - CONTROLES

6.1.CONTROLES EFFECTUES PAR LA DAF et le cas échéant par la DDCCRF

Le rôle de la DAF est précisé par la note DPEI au directeur de l'agriculture et de la forêt du 10 janvier 2000 : il est précisé notamment au tableau relatif à la répartition des opérations de contrôle entre la DAF et l'ODEADOM et son annexe.

6.2.CONTROLES DITS « CONCOMITANTS » EFFECTUES PAR L'ODEADOM

Ils portent :

- sur l'inscription, en comptabilité, des aides perçues ;
- sur le respect des montants à reverser par l'ARIBEV et l'ARIV aux bénéficiaires finaux ainsi que sur les délais de reversement ;
- sur le respect des obligations définies, soit dans les cahiers des charges, soit dans les règlements internes, soit dans les conventions spécifiques.

Les contrôleurs ont communication pour chacune des interprofessions :

- des comptes et relevés bancaires;
- de leurs comptabilités générales et de celles des maîtres d'œuvre secondaires.

Des contrôles sont réalisés également chez des exploitants pour lesquels les aides versées sont conditionnées au respect d'un cahier des charges.

Ils portent annuellement sur au moins 5 % d'entre elles.

6.3.Les irrégularités constatées sont portées à la connaissance de l'ODEADOM sans délai :

- Elles peuvent faire l'objet de régularisation en fin d'exercice dans le cas des aides forfaitaires aux exploitations ou à la qualité.
- Elles peuvent aussi faire l'objet de reversement de la part du bénéficiaire.
- Si elles doivent faire l'objet d'un premier acte de constat administratif ou judiciaire (article 3 du règlement 595-91 du Conseil du 4 mars 1991), et dans le cas où le montant total de ces irrégularités est supérieur à 4000 euros, elles sont communiquées à la Commission européenne dans le courant des deux mois qui suivent la fin de chaque trimestre.

6.4 Au titre du R. CEE 4045/89 du Conseil du 21 décembre 1989 modifié par le R. CEE 3094/94 du Conseil du 12 décembre 1994, des contrôles à posteriori seront également réalisés.

L'Adjointe au Directeur
Chef de service de la Production et des Marchés
Marie GUITTARD

LISTE DES ANNEXES

- I -** Récapitulatif prévisionnel global, pour chacune des interprofessions, des enveloppes financières éligibles par sous-programme et par action.
- II -** Règlement de l'aide aux exploitations bovines des Hauts de l'île de la Réunion.
- III -** Règlement d'intervention de l'ARIBEV en faveur de l'action « gestion du marché local du porc ».
- IV -** Cahier des charges « produit élaboré pays ».
- V -** Règlement de l'aide forfaitaire à l'adaptation de la production de poulet standard aux besoins du marché.
- VI -** Règlement d'intervention de l'ARIBEV au titre de l'aide à la professionnalisation des élevages, la sécurité sanitaire et la contribution à la régularisation du stock en élevage porcin.

ANNEXE

*Récapitulatif financier prévisionnel global par années
et par sous-programmes et actions des interprofessions
de 2002 à 2006*

.

TABLEAU RECAPITULATIF FINANCIER DU POSEIDOM III

A.R.I.B.E.V. - A.R.I.V.

		Montant En M. EUROS				
Sous programme	Désignation de l'action	2002	2003	2004	2005	2006
<u>Actions horizontales</u>	? ARIBEV	0,200	0,210	0,220	0,240	0,240
	. Actions communications collectives					
	? ARIV	0,060	0,060	0,070	0,070	0,070
	. Etudes ARIBEV-ARIV	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070
	. Animation et gestion programme (ARIBEV/ARIV)	0,330	0,330	0,340	0,340	0,340
TOTAL		0,660	0,670	0,700	0,720	0,720
<u>Actions sectorielles</u>						
<i>Secteur Bovin</i>	. Aide à la collecte des bovins dans les hauts de l'île et allotement	0,360	0,370	0,410	0,440	0,440
	. Aide à la collecte laitière dans les hauts de l'île	0,525	0,562	0,601	0,637	0,662
	. Aide forfaitaire aux exploitations bovines pour une meilleure adaptation au marché	1,270	1,400	1,530	1,600	1,650
	. Aide forfaitaire aux exploitations laitières des hauts	1,073	1,147	1,229	1,297	1,327
TOTAL		3,228	3,479	3,770	3,974	4,079
<i>Secteur hors-sol</i>	. Aide à la gestion du marché local de la viande porcine	0,350	0,380	0,390	0,390	0,390
	. Aide à l'élaboration de la viande fraîche de porc	0,150	0,170	0,200	0,230	0,260
	. Aide forfaitaire aux exploitations porcines	0,100	0,140	0,180	0,220	0,250
	. Aide au transport des porcs à l'abattoir	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350
	. Aide forfaitaire à l'adaptation de la production aux besoins du marché de volaille	0,690	0,710	0,740	0,750	0,760
	. Aide au transport des volailles à l'abattoir	0,460	0,470	0,490	0,500	0,510
TOTAL		2,100	2,220	2,350	2,440	2,520
TOTAL GENERAL		5,988	6,369	6,820	7,134	7,319

ANNEXE

*Règlement de l'aide aux exploitations bovines
des Hauts de l'Ile, accompagné des barèmes 2002 - 2006.*

ANNEXE II

REGLEMENT DE L'AIDE AUX EXPLOITATIONS BOVINES DES HAUTS DE L'ILE DE LA REUNION

1/ Engagement des producteurs

Obligation des producteurs : les producteurs doivent être adhérents soit à un groupement de producteurs reconnu pour le secteur de la viande bovine (SICA REVIA), soit être engagé contractuellement par l'acceptation et la signature du Règlement Intérieur d'un organisme de collecte ayant la qualité de laiterie au sens du règlement CE n° 315/96 (SICA LAIT).

Règles d'apport : pour chaque catégorie de produit correspondant à l'activité de l'organisme économique auquel adhère le producteur, ce dernier doit lui livrer la totalité de sa production et respecter le règlement intérieur en vigueur.

Lieu de production : Le lieu de production doit être situé dans les Hauts de l'île dont la limite est définie par le décret n°94-1139 du 26/12/1994 (territoire rural de développement prioritaire). Les surfaces fourragères doivent également se situer dans cette zone.

En production de viande, on entend par « lieu de production », le lieu où le troupeau est alimenté, où la totalité des jeunes bovins naissent et/ou sont engraisés et/ou ils sont collectés.

En production laitière, on entend par « lieu de production », le lieu où le troupeau est alimenté, où la totalité de la traite est effectuée, où le lait est stocké et collecté.

Conditions de production :

Le producteur s'engage à respecter les conditions de production suivantes :

- pour la production laitière, il doit disposer d'un équipement minimum constitué par une installation de traite mécanique régulièrement contrôlée et par un dispositif de réfrigération de lait ;
- pour la production de bovins allaitants, il doit disposer d'un dispositif de contention ou d'un parc de regroupement accessible par un véhicule de ramassage ;
- le troupeau laitier doit être constitué d'animaux de race pure (ou éventuellement croisés) de races laitières reconnues ; le producteur s'engage à renouveler son troupeau avec des reproducteurs de races laitières reconnues.
- le troupeau allaitant doit être constitué exclusivement par les races préconisées par l'organisation économique concernée, ou en cas de bovins de races différentes, le producteur doit s'engager à renouveler son troupeau avec des reproducteurs appartenant exclusivement aux races recommandées; amélioration génétique : les producteurs laitiers doivent pratiquer

l'insémination artificielle sur une partie de leur troupeau avec des semences de taureaux améliorateurs de race laitière reconnue. Les producteurs de bovins allaitants doivent utiliser des taureaux reproducteurs qualifiés ou pratiquer l'insémination artificielle avec des semences recommandées ;

mode d'alimentation : le producteur laitier déclare que l'alimentation de base est issue de superficies fourragères situées dans la zone des hauts. Pour compenser les aléas climatiques liés à cette zone, il pourra être amené en cas de besoin à compléter à partir de fourrage acheté à l'extérieur, de bagasse provenant de l'exploitation de la canne à sucre, d'autres sources d'approvisionnement complémentaire. Pour le troupeau allaitant, l'alimentation de base doit être issue des superficies fourragères situées dans la zone des Hauts. Pour compenser les aléas climatiques liés à cette zone, la complémentation peut se faire à partir de fourrages achetés à l'extérieur, de bagasse provenant de l'exploitation de la canne à sucre, ou d'autres sources d'approvisionnement complémentaires ;

- le cheptel doit être identifié conformément à la réglementation de l'Identification Permanente et Généralisée du cheptel bovin (I.P.G.) mise en œuvre par l'E.D.E. de la Réunion ; en ce sens, le producteur doit disposer d'un registre d'étable tenu constamment à jour ;
- qualité des produits issus de l'exploitation aidée : les jeunes bovins destinés à l'engraissement doivent satisfaire à un poids vif minimum de 160 Kg à l'âge de 8 mois, à une conformation correspondant au minimum à la catégorie définie par le groupement de producteurs reconnu, et à une origine génétique excluant les bovins issus de races laitières.
- L'éleveur doit respecter les règles de prophylaxie en vigueur. De façon générale, les conditions d'élevage doivent respecter les règles applicables en matière d'environnement ainsi que celles relatives au bien-être des animaux.

2/ Modalités de collecte

Les modalités de collecte des bovins lait sont les suivantes :

- le lait doit être collecté dans des citernes isothermes, en vue d'être rendu à l'usine de transformation à une température inférieure à 10 ° Celsius et à un taux d'acidité inférieur à 18 Dornic. Pour la collecte du lait, seuls les camions de collecte de la SICA LAIT équipés de citernes liquides alimentaires isothermes sont autorisés.

Les modalités de collecte des bovins à l'engrais sont les suivantes :

- les bovins destinés à l'engraissement doivent être collectés par un organisme agréé par les autorités nationales. Ils doivent séjourner dans un centre d'allotement pour y subir les traitements sanitaires nécessaires et leur acclimatation avant mise en atelier d'engraissement.

3/ Calcul du montant de l'aide

31 - Détermination de l'aide forfaitaire aux exploitations laitières des Hauts

L'aide forfaitaire annuelle "A" est égale au produit d'une note qualitative Q par deux coefficients multiplicateurs :

- le coefficient taille d'exploitation : Ct, lui-même corrigé le cas échéant par un coefficient pour les GAEC,
- l'Indice de performance : Ip,

et par la valeur du point V qui est déterminée par le Président de l'ARIBEV (sur proposition du Comité de Gestion du FODELAIT) sur la base du besoin déterminé par le revenu "objectif" de l'élevage de référence.

$$A = Q \times [Ct \times Ip] \times V$$

La note qualitative Q

Production de génisses laitières	Points
- Insémination artificielle avec des semences de taureaux améliorateurs de race laitière. Taux d'I.A. 60 % Mesure : % d'insémination sur les vaches ayant vêlé	1
- Elever des génisses de race laitière : minimum 15 % de l'équivalent de l'effectif moyen du troupeau <u>ou</u> Cession de veaux femelles provenant de son élevage à l'atelier génisse de la SICA LAIT selon cahier des charges de l'atelier. Minimum : 15 % de l'équivalent du troupeau moyen	3
<u>QUALITE DU LAIT</u>	
- Etre classé en A au moins 10 mois de l'année selon barème en vigueur à la SICA LAIT.	1
- Avoir moins de 400 000 Cellules somatiques ou adhérer et mettre en œuvre le programme "cellules moins".	2
Mesure : moyenne géométrique trimestrielle mise bord à bord (1 ^{er} semestre et 2 ^{ème} semestre)	1
- Faire contrôler sa machine à traire aux moins 1 fois par an.	
<u>CONDITIONS D'ELEVAGE</u>	
- Avoir une productivité minimale du troupeau > 2 500 litres par vache et par an. Mesure : quantité annuelle de lait livré / nombre moyen de vaches laitières présentes sur l'année.	2
NOTE MAXIMALE	10

Le coefficient de taille Ct

Comme il l'a été exposé précédemment, le coefficient de taille a pour objet de moduler l'aide en fonction de la taille du troupeau qui est l'un des facteurs clef de la détermination du revenu.

Tranches d'effectif	Coefficient
0 - = 10	1,5
> 10 - <= 20	1,2
> 20 - <= 30	1,1
> 30 - <= 40	1
> 40 - <= 50	0,8
> 50 - <= 60	0,6
+ 60	0,4

L'effectif moyen du troupeau de l'année considérée est la somme des vaches laitières présentes chaque mois / 12 mois.

Ct est la somme de chaque coefficient appliqué à la tranche d'effectif considérée multipliée par l'effectif de la tranche.

Cas des GAEC

Un coefficient appliqué aux GAEC permet de prendre en compte le nombre de familles d'exploitants exerçant sur l'exploitation. Cette correction qui s'applique sur l'effectif du troupeau permet de rétablir une certaine équité entre les GAEC (souvent de taille plus importante mais faisant vivre plusieurs familles), et les exploitations individuelles.

Le coefficient est de 2 et ne s'applique que pour des troupeaux de + de 40 V.L.

L'Indice de performance Ip

L'indice de performance est établi comme suit :

Performance	Coefficient Ip
0 ; < 2 500	0,35
>= 2500 ; < 3000	0,52
>= 3000 ; < 3500	0,62
>= 3500 ; < 4000	0,71
>= 4000 ; < 4500	0,81
>= 4500 ; < 5000	0,90
>= 5000 ; < 5500	1
>= 5500 ; < 6000	1,10
>= 6000 ; < 6500	1,19
>= 6500 ; < 7000	1,29
>= 7000 ; < 7500	1,38
> 7500	1,50

La performance du troupeau est déterminée en divisant la quantité de lait livrée dans l'année par l'effectif moyen de l'année (ce chiffre est arrondi à l'unité la plus proche).

Cas particuliers

Calcul des acomptes mensuels

Le calcul des acomptes mensuels s'effectue selon le même principe précédemment évoqué.

Cependant, la performance et l'effectif sont calculés sur la base des 12 derniers mois (moyenne en glissement), la note Q est calculée selon le barème de l'année en cours en fonction des éléments de l'année précédente.

Nouveaux producteurs :

Dans l'impossibilité de déterminer certains éléments (note Q, performance, ...) qui ne peuvent s'établir qu'après une période d'un an, le calcul de l'aide comme des acomptes mensuels s'effectuera sur la base d'éléments forfaitaires :

- la note Q sera maximale
- la performance sera établie à 5 250 litres / VL (coef. 1)
- l'effectif moyen sera calculé en divisant la production livrée du mois pour les acomptes et la livraison de l'année pour le calcul définitif par 5 250 litres.

Dès le 12^{ème} mois de production, la performance comme l'effectif seront calculés sur la base réelle des 12 derniers mois.

La note Q réelle ne sera appliquée qu'au calcul définitif en fin d'année.

Arrêts de production :

Les arrêts en cours de période donneront lieu à un calcul définitif en fin d'année selon les modalités générales.

Transmission d'exploitation ou transformation en GAEC ou société (S.C.E.A., ...) :

La détermination de l'aide s'effectuera en prenant en compte les éléments de la période précédant la reprise ou la transmission

Le règlement de l'aide se fera au prorata temporis pour chacun des exploitants en titre.

32 – Détermination du montant de l'aide forfaitaire des exploitations viandes des Hauts.

a) Calcul de la note qualitative Q

Les critères qualitatifs composant la note Q, sont évolutifs et peuvent être redéfinis annuellement, par avenant aux cahiers des charges.

Critères qualitatifs

	Critères qualitatifs	Points
Sanitaire	Prophylaxie obligatoire	1
	Adhésion au Plan Sanitaire d'Elevage	1
Sélection génétique	Taureau reproducteur agréé par le GP	2
	Taux de renouvellement > 10 %	3
Productivité qualitative	Taux de broutards classés en E,U,R > 44 %	3
	Note maximale	10 points

Justificatifs des critères

- Prophylaxie obligatoire : validation par la Direction des Services Vétérinaires,
- Adhésion au Plan Sanitaire d'Elevage : certificat d'engagement de l'éleveur auprès du Groupement de Producteur (GP),
- Taureau de Reproducteur Agréé : Certificat d'attestation du GP,
- Taux de renouvellement : nombre femelles destinées à la reproduction achetées ou conservées par l'éleveur dans l'année que divise le nombre de vaches en production.
- Taux de classement des broutards en E, U, R : documents GP.

Si tous les critères qualitatifs sont respectés, la note qualitative obtenue pour une exploitation doit être égale à 10. Pour une exploitation donnée, le totale du nombre de points attribué (T)

correspond au produit de la note qualitative (Q) par le coefficient de taille (Ct), par le nombre de vache en production (N) et par l'indice de performance (Ip).

$T = Q \times Ct \times N \times Ip$
--

b) Coefficient de taille (Ct)

Ce coefficient de taille se calcule à partir du nombre de vaches en production (N).

Nb vaches en production	Coefficient multiplicateur
0 - 10	1,5
11 - 20	1,3
21 - 30	1,2
31 - 40	1,1
41 - 50	1,0
51 - 60	0,8
61 - 70	0,6
> 70	0,4

L'application du coefficient de taille se répercute sur le total du nombre de points attribué dans les conditions suivantes :

$$Ct = (T1 + T2 + T3 + T4 + T5 + T6 + T7 + T8) / N$$

T1 : total des points à coefficient 1,5 (de 0 à 10 VA)
 T2 : total des points à coefficient 1,3 (de 11 à 20 VA)
 T3 : total des points à coefficient 1,2 (de 21 à 30 VA)
 T4 : total des points à coefficient 1,1 (de 31 à 40 VA)
 T5 : total des points à coefficient 1,0 (de 41 à 50 VA)
 T6 : total des points à coefficient 0,8 (de 51 à 60 VA)
 T7 : total des points à coefficient 0,6 (de 61 à 70 VA)
 T8 : total des points à coefficient 0,4 (plus de 70 VA)

Cas spécifique des GAEC :

Un coefficient appliqué aux GAEC permet de prendre en compte le nombre de familles d'exploitants exerçant sur l'exploitation. Cette correction qui s'applique sur l'effectif du troupeau permet de rétablir une certaine équité entre les GAEC (souvent de taille plus importante mais faisant vivre plusieurs familles), et les exploitations individuelles.

Ce coefficient est égal à 2 et ne s'applique que pour des troupeaux supérieurs à 50 VA.

Cas particulier de la SEDAEL

La SEDAEL est le troupeau historique en matière de génétique bovine pour la Réunion. La

SEDAEL au même titre que 4 élevages familiaux spécialisés assure la fourniture en taureaux reproducteurs. Depuis 1996, la SEDAEL bénéficie du POSEIDOM article 9 bis comme les autres élevages, malgré son statut (société filiale du Groupement de Producteur). En conséquence, il sera appliqué pour la SEDAEL le statut d'un élevage normal.

Justificatif :

Nombre de vaches en production : déclaration PMTVA - DAF,

c) Le nombre de vaches en production (N)

Le nombre de vaches en production (N) correspond au nombre de vaches allaitantes inscrites sur la déclaration PMTVA (Prime au Maintien des Troupeaux de Vaches Allaitantes) de l'année en cours.

Justificatif : Cette information est communiquée au groupement de producteur par la DAF.

d) Indice de performance (I.p)

Nombre de broutards sevrés par vache allaitante (N) avec une graduation allant de $< 0,38$ veau (coeff. 0,578) à $> 0,8$ veau (coeff. 1,4).

On entend par broutards sevrés, animaux maigres vendus ou conservés par l'éleveur.

Performance	Indice "Ip"
$< 0,38$	0,578
0,38 - 0,45	0,696
0,45 - 0,52	0,813
0,52 - 0,59	0,831
0,59 - 0,66	1,048
0,66 - 0,73	1,165
0,73 - 0,80	1,283
$> 0,80$	1,400

Pour les entrants, il ne sera pas tenu compte de l'indice de performance dans les trois premières années (phase d'apprentissage). Il sera appliqué un coefficient standard non discriminant, correspondant à la moyenne de productivité du groupement.

Cas particulier des nouveaux entrants : Ne disposant pas de références pour les nouveaux entrants, ces derniers se verront appliquer un indice de performance plancher minimum correspondant à la moyenne de performance du Groupement.

Justificatifs :

Nombre de vaches en production : déclaration PMTVA - DAF,

Nombre de broutards sevrés : statistique Groupement de Producteur.

e) Valeur du point

La valeur du point est décidé par le Président de l'ARIBEV, sur proposition du Comité de gestion du FODEBO, sur la base du besoin déterminé par le revenu objectif de l'élevage de

référence.

f) Aide supplémentaire à l'amélioration génétique :

Un complément peut être attribué aux exploitations qui, disposant d'un cheptel de valeur génétique médiocre, s'engagent à réformer une partie de leur effectif en production et de remplacer les vaches ainsi réformés par un nombre (n) de génisses de qualification génétique officiellement reconnue. Ce complément (C) s'élève à 6000 F (915 € *) par génisse qualifiée acquise.

Dispositions générales

Un complément à l'amélioration génétique peut être attribué selon un quota de réforme de vaches de qualité médiocre avec remplacement par des génisses de qualité agréées.

Ce quota est calculé sur cinq ans ; il tient compte de l'effectif de vaches en production au départ du programme et exclut les animaux ayant déjà fait l'objet de l'aide Plan de Développement Naisseur.

L'éleveur s'engage annuellement et contractuellement à conserver un nombre de génisses agréées au moins égal au nombre de vaches de qualité médiocre à réformer pour l'année considérée.

Le nombre total de vaches à réformer se gèrera annuellement jusqu'à épuisement du quota quinquennal.

Dispositions particulières

- est considérée comme réformée toute vache sortant de l'inventaire par abattage (justifié par une facture boucherie du Groupement) ou par décès (certificat d'autopsie vétérinaire).
- est considérée comme agréée toute génisse ayant reçu, à la demande de l'éleveur, un avis favorable de la Commission d'Agrément. Cette commission est composée d'un technicien (DAF, EDE ou GP) et d'un professionnel (éleveur). Les critères d'agrément sont : filiation, PAT 120 (Poids Age Type), pointage et avis de l'éleveur.
- l'engagement de conservation de génisse pourra être conclu avant ou après la réforme effective de la vache de qualité médiocre. Le délai d'abattage ne pourra excéder un an à compter de l'acte d'engagement.
- l'aide (6000 F) (915 € *) est versée après l'agrément de la génisse conservée. Le GP s'engage à récupérer la totalité de l'aide en cas de manquement

g) Modalités de paiement

le versement de l'aide s'effectue sous forme :

- d'acomptes au sevrage des broutards, vendus ou conservés,
- et en fin d'année, d'un solde (à percevoir ou à rembourser), obtenu par déduction de la somme des avances perçues dans l'année.

* 915 € = valeur arrondie postérieurement à l'agrément du programme et figurant dans la circulaire d'application.

Calcul de l'acompte

Un acompte sur l'aide forfaitaire est calculée selon le barème de l'année en fonction des éléments de l'année précédente. La somme obtenue est alors divisée par le nombre de broutards produits l'année précédente et multiplié par un coefficient de 0,65.

Cas particuliers

- nouveaux producteurs

pour les nouveaux entrants, ne disposant pas des éléments de l'année précédente, les paramètres de calcul seront alors définis selon les résultats prévisionnels de l'éleveur. L'acompte sera calculée selon les modalités générales.

- transmission d'exploitation ou changement du statut juridique

le calcul du montant de l'aide s'effectuera en prenant en compte les éléments de la période précédant la reprise ou le changement de statut. Le règlement du solde se fera au prorata temporis pour chacun des exploitants.

- arrêt de production

Les arrêts en cours de période donneront lieu à u calcul définitif en fin d'année selon les modalités générales et au prorata temporis.

h) Récapitulatif

Calcul de l'aide à l'exploitation (M) :

$M = (T \times v) + (C \times n)$

ANNEXE

*Règlement d'intervention de l'ARIBEV en faveur de l'action
« gestion du marché local du porc ».*

ANNEXE III**REGLEMENT D'INTERVENTION DE L'ARIBEV EN FAVEUR DE
L'ACTION « GESTION DU MARCHÉ LOCAL DU PORC »****I - EN CAS DE SURPRODUCTION****1°) Situation de départ**

- Le cycle du porc bien connu en Europe existe aussi à la Réunion mais amplifié et aggravé par l'impossibilité d'exporter les excédents.
- Le poids moyen à l'abattage depuis plusieurs années après les interventions de gestion du marché de l'ARIBEV varie de 75 à 95 kg
- L'action gestion du marché en période de surproduction consiste à retirer du marché de la viande fraîche un tonnage marginal de porc local (10 %) pour le transférer soit vers une période de sous-production, soit en dehors du marché de la viande fraîche de porc local : marché de la matière première destinée à la transformation, marché des produits congelés, marché à l'export dans la zone régionale.
- Cette action, gérée par la Coopérative à la demande de l'ARIBEV, concerne et suit l'action stockage sur pied dans les élevages.

2°) Objectif

- L'objectif est d'homogénéiser le poids carcasse au départ de l'élevage avec une variation maximale tendant vers 5 kg.

3°) Moyens retenus

- Le bénéficiaire final est l'opérateur agréé par l'ARIBEV pour réaliser le stockage privé ou les opérations de dégagement en dehors du marché de la viande fraîche de porc local : marché de la matière première destinée à la transformation, marché des produits congelés, marché à l'export dans la zone régionale.
- Condition d'éligibilité :
 - un appel de candidature par voie de presse est lancé pour identifier les opérateurs intéressés pour participer aux actions de gestion du marché local,
 - l'ARIBEV agréee les candidats disposant des agréments sanitaires UE et en règle avec la législation, produisant les garanties nécessaires et les consulte pour chaque opération.

4°) Fonctionnement

- Le Comité de gestion du marché de porc (CORMAP) regroupe les représentants des familles professionnelles et de l'administration. Il établit au moins semestriellement un rapport sur l'état du marché et propose à l'ARIBEV la mise en œuvre d'actions de régulation de marché si l'état de celui-ci le nécessite.
- L'état du marché (surproduction, sous production) est apprécié à l'aide d'indicateurs (poids des animaux à l'abattage, âge à l'abattage, ratio abattage de reproducteurs/abattage des charcutiers); à l'aide d'enquêtes auprès des producteurs (enquêtes périodiques d'effectifs ; taux d'occupation des bâtiments, ...) et auprès des opérateurs (déséquilibre de découpe, sur-stockage, ...).
- L'ARIBEV décide, dans la limite du budget disponible, la mise en œuvre d'aides temporaires de dégagement ou stockage privé. Elle établit un cahier des charges qui définit les produits, les volumes, les périodes concernées et informe les opérateurs agréés.
- Les opérateurs agréés par l'ARIBEV (en règle avec la Sécurité Sociale, agréés par la D.S.V., garantis par une caution de bonne fin) réalisent les opérations auxquelles ils se sont engagés. L'aide dont ils bénéficient de la part de l'ARIBEV est calculée pour compenser tout ou partie du coût de leur intervention.

II - EN CAS DE SOUS-PRODUCTION

1°) Situation de départ

- Le cycle du porc bien connu en EUROPE existe aussi à la Réunion mais amplifié et aggravé par les coûts et difficultés d'approvisionnement en cas de sous-production.
- Le poids moyen à l'abattage depuis plusieurs années varie de 75 à 95 kg.
- L'action gestion du marché en période de sous production consiste à importer un tonnage marginal (5 %) de demi-carcasses ou de découpes pour le substituer à la matière première locale.

2°) Objectif

- L'objectif est d'homogénéiser le poids carcasse au départ de l'élevage avec une variation maximale tendant vers 5 kg.

3°) Moyens retenus

- Le bénéficiaire final est l'opérateur agréé par l'ARIBEV intervenant sur le marché du frais pour réaliser l'approvisionnement de ce dernier.

- Conditions d'éligibilité :

L'ARIBEV agréé les candidats disposant des agréments sanitaires U.E. et en règle avec la législation, produisant les garanties nécessaires.

4°) Fonctionnement

- Le Comité de Gestion du marché du porc (CORMAP) regroupe les représentants des familles professionnelles et de l'administration. Il établit au moins semestriellement un rapport sur l'état du marché et propose à l'ARIBEV la mise en œuvre d'actions de régulation de marché si l'état de celui-ci le nécessite.
- L'état du marché (surproduction – sous-production) est apprécié à l'aide d'indicateurs (poids des animaux à l'abattage, ratio abattage de reproducteurs/abattage de charcutiers) ; à l'aide d'enquêtes auprès des producteurs (enquêtes périodiques d'effectifs ; taux d'occupation des bâtiments,...) et auprès des opérateurs (déséquilibre de découpe,...).
- L'ARIBEV décide, dans la limite du budget disponible, la mise en œuvre d'aides temporaires à l'approvisionnement du marché local en viande de porc fraîche. Elle informe l'opérateur agréé des produits, des volumes et des périodes concernées.
- l'aide dont bénéficie l'opérateur de la part de l'ARIBEV est calculée pour compenser partiellement le coût de fret et transit des viandes importées. Le taux de prise en charge sera déterminé par la CORMAP. Le montant de l'aide ramené au kg de viande ne pourra excéder 80 % du différentiel entre le prix de structure du kg de carcasses de viande fraîche produite localement et le prix de référence du kg importé rendu chez l'opérateur constaté au démarrage de chaque opération.
 - = le prix de structure retenu est le suivant : **tarif général CPPR classe 2** (carcasse 54 TVM)
 - = le prix de référence rendu opérateur est établi sur la base du **prix cadran 54 TVM** augmenté d'un coefficient multiplicateur pour prendre en compte les frais d'abattage, conditionnement, transport métropole, transit départ, fret aérien, transit arrivée, transport opérateur.
- l'opérateur agréé par l'ARIBEV (en règle avec la Sécurité Sociale, agréé par la D.S.V., garanti par une caution de bonne fin) réalise l'opération à laquelle il s'est engagé.

ANNEXE

*Cahier des charges « produits élaborés pays »
à partir de la viande de porc.*

ANNEXE IV**CAHIER DES CHARGES RELATIF A LA VALORISATION
D'UNE GAMME DE « CHARCUTERIE PAYS »****1°)Objectif :**

Cette action doit permettre le lancement et la valorisation d'une gamme de « charcuterie pays » de qualité supérieure identifiée et produite à base de viande locale.

2°) Origine des viandes :

Les morceaux de viande de porc utilisés devront être éligibles à un signe de qualité agréé par l'ARIBEV, donc respecter le cahier des charges y afférent et comprenant notamment :

- des méthodes d'élevage précises (chargement ,utilisation des bâtiments...);
- un plan d'alimentation agréé;
- un plan sanitaire agréé par la D.S.V.;
- le transport par bétailière spécialement aménagée;
- l'abattage des animaux, la découpe des carcasses et le stockage des viandes dans des établissements agréés CEE ; ces viandes ne doivent pas avoir été concernées par des opérations de régulation de marché.

3°)Engagements des fabricants de charcuterie :

Le fabricant de charcuterie s'engage :

- à n'utiliser que les viandes de porc prévues au § 2 pour la préparation des produits appartenant à la gamme « charcuterie pays » dans le cadre d'une procédure agréée par l'ARIBEV ;
- à présenter ces produits dans des conditionnements de type barquette ou de tout autre système agréé par l'ARIBEV permettant d'en assurer la traçabilité chez le distributeur pendant la durée de vie du produit ;
- à étiqueter les produits en indiquant de manière lisible l'origine des viandes utilisées et les ingrédients de fabrication ;
- à bien différencier les produits lors de la mise en vente ;
- à fournir à l'ARIBEV et à l'autorité de tutelle tout document nécessaire au contrôle de ces engagements.

ANNEXE

*Règlement de l'aide forfaitaire à l'adaptation
de la production de poulet standard aux besoins du marché.*

ANNEXE V

**REGLEMENT DE L'AIDE FORFAITAIRE A L'ADAPTATION DE
LA PRODUCTION DE POULET STANDARD AUX BESOINS DU MARCHÉ**

1- **Objectifs** : améliorer la qualité du segment des poulets standard « qualité pays » en différenciant plus nettement l'aide versée selon les efforts réalisés par chacun des éleveurs.

2- **Règlement de l'intervention**

2.1 - Les bénéficiaires sont les producteurs souscrivant à l'engagement qualité - POSEIDOM Art 11 et produisant du poulet standard à partir des souches de poussins vedette ou 757.

2.2 - L'aide forfaitaire est déterminée par exploitation et sera modulée en fonction :
 - du niveau de respect des critères retenus pour déterminer la note qualitative (note Q),
 - du coefficient de taille de l'exploitation.

2.3 - L'aide sera versée pour les lots abattus à partir du 1^{er} janvier par les abattoirs agréés, sous forme de « forfait prévisionnel » pour l'ensemble des éleveurs. Les critères de qualité seront enregistrés et contrôlés par la FEVOR durant toute l'année et ils détermineront une note individuelle par exploitation. Celle-ci permettra de calculer à la fin de l'année l'« aide forfaitaire » de chaque exploitation et, par déduction avec l'aide totale perçue dans l'année, la somme à percevoir ou à rembourser, selon que la note qualitative se situe respectivement au-dessus ou au-dessous du forfait.

2.4 - Dans le cas où les engagements obligatoires ne seraient pas respectés, l'organisme contrôleur (ODEADOM) se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de l'aide déjà perçue.

3. - L'éleveur s'engage à respecter **les règles de fonctionnement de la filière de production organisée** et en particulier :

- A adhérer à une structure membre de la Fédération des Eleveurs de Volailles de la Réunion (FEVOR) et à respecter ses règles de fonctionnement, en particulier :
 - le respect des planning de mises en place ,
 - l'apport total des volailles planifiées.
- à respecter les plannings de mise en place des sujets d'un jour en provenance des couvoirs agréés par l'ARIV et offrant des garanties génétiques et sanitaires suivant le cahier des charges établi entre les groupements et les couvoirs.
- à utiliser exclusivement les aliments fournis par l'un des deux fabricants locaux et à ne pas changer de fournisseur en cours de lot, en respectant les plans d'alimentation définies par les fournisseurs d'aliment en accord avec les groupements et agréés par l'ARIV, en particulier la durée d'utilisation par les animaux de l'aliment retrait avant l'abattage

- à accepter les visites régulières du technicien conseil du groupement et à interdire l'accès de son bâtiment aux personnes étrangères autres que lui-même, sa propre famille, son personnel et les agents techniques et vétérinaires agréés sous réserve de l'observation des mesures de protections sanitaires suivantes : tenue neuve ou propre au bâtiment, bottes ou pèdisacs ou pédiluves, lavage des mains avant entrée avec savon bactéricide.
 - à respecter le plan de prophylaxie défini par le vétérinaire agréé du groupement à l'exclusion de toute auto-médication.
 - à effectuer un bilan technico-économique de chaque lot et en fournir les éléments à son groupement afin de pouvoir se situer par rapport aux autres éleveurs et déterminer avec son technicien des actions correctives pour améliorer ses résultats
 - à apporter à l'abattoir toute l'année, les volailles attendues en nombre, poids, homogénéité au jour et à l'heure prévue par le planning de ramassage et dans un état sanitaire répondant aux exigences de la réglementation visant la protection du consommateur. En contrepartie des engagements du producteur, les abattoirs s'engagent à assurer les enlèvements conformément à ce qui a été prévu aux plannings de mise en place et à garantir les prix de reprise, délais et mode de règlement. Ils s'engagent à respecter les règles d'étiquetage et d'information du consommateur présentes par le règlement CEE n°1538/91.
- 4 - L'éleveur s'engage à respecter les pratiques d'élevage nécessaires au confort et à la bonne croissance des animaux ainsi qu'à la qualité des carcasses à l'abattoir et en particulier :
- à disposer d'un bâtiment équipé d'un sas pourvu de dispositif de nettoyage et ne servant pas de magasin ou de lieu de stockage de matériel.
 - à respecter un vide sanitaire de 10 jours minimum après la fin des opérations de nettoyage et de désinfection. En cas de vide inférieur, l'éleveur s'engage à accepter un contrôle de décontamination par recherche de streptocoques fécaux sur boîtes de pétri (méthode des 10 boîtes) qui devra se révéler négatif pour autoriser la mise en place du lot suivant.
 - à réaliser les opérations de nettoyage - désinfection telles que définies dans le protocole agréé par l'ARIV.
 - à disposer de matériel en quantité suffisante et en bon état de fonctionnement en alimentation, abreuvement et chauffage
 - à élever ses animaux sur des litières de copeaux de bois non traité d'une qualité et sur une épaisseur suffisante pour leur offrir un confort de vie maximum
 - à utiliser une eau de qualité, la surveiller et la traiter si nécessaire.
- 5 - L'éleveur s'engage à vérifier ou faire réaliser les opérations suivantes, les enregistrer sur les documents et les tenir à disposition du groupement dans les délais suivants :

OPERATIONS	DOCUMENTS	DELAI	NOTE QUALITE
- Nettoyage désinfection du bâtiment pendant le vide sanitaire selon le protocole agréé (1)	Fiche d'enregistrement agréée (1)	10 jours après la mise en place	3
- renseigner la fiche sanitaire d'élevage et la transmettre dans les délais à l'abattoir	Fiche sanitaire d'élevage	48H avant l'abattage	2
- Contrôle microbiologique réalisé 2 semaines avant l'abattage (salmonelle / chiffonner)	(Document indiquant le *) résultat positif ou négatif minimum	48H avant l'abattage	1
- Tenir à jour quotidiennement les paramètres de suivi d'un lot sur une fiche d'élevage	Fiche d'élevage correctement remplie (mortalité, pesées, prophylaxie, plan d'alimentation, traitements,)	le jour de l'abattage (dès le premier abattage *)	2
- Enregistrer et communiquer les résultats techniques et économiques à chaque lot	Feuille de bilan du lot	une semaine après le (dernier *)abattage	2
TOTAL			10

(1) Si la durée du vide est inférieure à 10 jours, réaliser un contrôle de décontamination
(*) *ajouts après agrément du programme à la rédaction de la circulaire d'application*

Le respect de ces engagements permettra de déterminer la **note (Q)** qui sera attribuée sur chaque lot produit.

L'éleveur accepte que ces différents documents soient contrôlés par la FEVOR et qu'ils déterminent une note qualitative à son élevage, base de l'aide forfaitaire à la l'adaptation de la production aux besoins du marché.

Détermination du coefficient de taille (Ct)

Le coefficient de taille permet de moduler le montant de l'aide versé en fonction de la taille des exploitations. Ce coefficient est déterminé en fonction du nombre d'emplois existant sur chaque exploitation ; (UTA : Unité de Travail Année). Le nombre d'UTA permet d'affecter au maximum un emploi par tranche de 840 m² de surface et de ne pas pénaliser les exploitations qui ont créé des emplois.

$$SUTA = \frac{SE}{UTA}$$

* SE = Nombre total de m² de bâtiment sur l'exploitation

* UTA = Unité de Travail Année, qui correspond au travail d'une personne à temps plein pendant une année entière.

Le nombre d'UTA est constitué par :

- Le chef d'exploitation à titre principal,
- Les salariés d'exploitation à temps plein dûment déclarés,

- Les associés d'exploitation déclarés à la Caisse de Sécurité Sociale,
- Les aides familiaux déclarés.

Elle n'est pas constituée par le conjoint du chef d'exploitation.

* SUTA est la surface calculée en fonction du nombre d'UTA.

Cette surface SUTA servira de base pour l'attribution du coefficient de taille à partir d'une surface SE supérieur à 840 m².

$$1- SE \leq 440 \text{ m}^2 \rightarrow SUTA = SE$$

$$2- 440 \text{ m}^2 < SE \leq 840 \text{ m}^2 \rightarrow SUTA = SE$$

$$3- 840 \text{ m}^2 < SE \leq 1280 \text{ m}^2 \rightarrow SUTA = \frac{SE}{UTA}$$

$$4- SE > 1280 \text{ m}^2 \rightarrow SUTA = \frac{SE}{UTA}$$

Quand $SE > 840 \text{ m}^2$ (cas 3 et 4), SUTA ne peut être inférieur à 840 m² (valeur plancher).

SUTA	COEFFICIENT DE TAILLE CORRESPONDANT
$SUTA \leq 440 \text{ m}^2$	1,2
$440 \text{ m}^2 < SUTA \leq 840 \text{ m}^2$	1
$840 \text{ m}^2 < SUTA \leq 1280 \text{ m}^2$	0,9
$SUTA > 1280 \text{ m}^2$	0,8

Mode de calcul de l'aide à l'adaptation de la production de poulet standard aux besoins du marché

Cette aide ne concerne que la production de « poulet standard » réalisée par les éleveurs.

M = Montant de l'aide à l'adaptation de la production aux besoins du marché

Q = Note qualité selon charte qualité

Ct = Coefficient de taille de l'exploitation

Tp = Tonnage de poulet vif livré à un abattoir agréé par l'ARIV

V = Valeur du point décidé par le Président de l'ARIV sur proposition du FODAVI et sur la base du besoin déterminé par le revenu objectif fixé pour l'exploitation de référence.

$$M = Q \times Ct \times Tp \times V$$

Attribution des aides aux éleveurs

La valeur du point V est fixée en début d'année par le président de l'ARIV.

Du 1^{er} au 31 décembre de l'année considérée, les éleveurs percevront un forfait prévisionnel de l'aide à l'adaptation de la production aux besoins du marché. Ce forfait représente un pourcentage (y) de la valeur du point déterminé en même temps que la fixation de la valeur du point V en début d'année.

$$P = (y)V \times Tp$$

Durant l'année, chaque lot réalisé recevra une note qualitative, suivant le respect du cahier des charges, et sera noté de 0 à 10 points (Q)

A la fin de l'année, chaque éleveur disposera d'une aide forfaitaire à l'adaptation de la production aux besoins du marché, dont le montant (M), tiendra compte de sa note (Q), et de son coefficient de taille (Ct).

$$M = S [Q \times Ct \times Tp] \times V$$

Un compte de solde est réalisé pour chaque éleveur par différence entre l'aide qualité forfaitaire (M) et le forfait prévisionnel perçu par l'éleveur durant l'année (P). La différence (D) est versée à l'éleveur si le solde est positif, ou demandée à l'éleveur si le solde est négatif.

$$D = M - P = S [Q \times Ct \times Tp] \times V - S[(y) \times V \times Tp]$$

ANNEXE

*Règlement de l'intervention de l'ARIBEV au titre de l'aide
à la professionnalisation des élevages, la sécurité sanitaire
et la contribution à la régularisation du stock en élevage porcin.*

ANNEXE VI

REGLEMENT DE L'INTERVENTION DE L'ARIBEV AU TITRE DE L'AIDE A LA PROFESSIONNALISATION DES ELEVAGES, LA SECURITE SANITAIRE ET LA CONTRIBUTION A LA REGULATION DU STOCK EN ELEVAGES PORCINS

1°) - Engagement des producteurs

Obligation d'adhésion :

Les producteurs doivent être adhérents à un groupement de producteurs reconnu pour le secteur de la viande porcine par le Ministère de l'Agriculture.

Règles d'apport :

Pour chaque catégorie de produit correspondant à l'activité de l'organisme économique auquel adhère le producteur, ce dernier doit lui livrer la totalité de sa production et respecter le règlement intérieur en vigueur. Le producteur s'engage également à respecter les planning de livraison et les règles fixées par l'organisation économique dont il dépend.

2°) - Calcul du montant de l'aide

Enoncé du principe : le montant de l'aide de base est égal au produit d'une note (Q) par un coefficient multiplicateur (Ct) et par la valeur du point (V) selon la barème ci-après.

Le coefficient multiplicateur (Ct) est calculé en fonction de la classe de taille de l'exploitation.

La détermination de la valeur du point (V) est décidée par le Président de l'ARIBEV sur proposition de son Comité de gestion (CORMAP)

La note globale Q attribuée à chaque élevage sera basée sur l'utilisation et les résultats des mesures suivantes :

- les Gestions Techniques (GTTT, ...),
- les Gestions Technico-économiques (GTE, ...),
- le suivi de reproduction,
- les procédures sanitaires,
- le stockage / déstockage sur pieds en élevage

Chacune de ces mesures donnera lieu à l'attribution d'une note pouvant aller de 0 à 10 en fonction du degré d'utilisation de la mesure, des niveaux de résultats obtenus et des progrès réalisés selon une grille de scoring à ajuster chaque année en fonction des avancées constatées dans chaque élevage et de l'évolution des priorités de la filière.

Coefficient de taille (Ct)

Le coefficient de taille correspond au nombre de truies, avec un minimum de 30, corrigé par un coefficient modérateur dégressif selon le principe suivant :

Tranche de taille	Coefficient modérateur
30 premières truies	1,0
15 truies suivantes, au delà de 30	0,6
20 truies suivantes, au delà de 45	0,3
Truies suivantes, au delà de 65	0

Récapitulatif

Calcul de l'aide à l'exploitation (M) :

$M = Q \times Ct \times V$
